

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 83

p.a.f. 1,00 € - juillet 2018

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

**Guerre commerciale, conflits armés,
chasse aux migrants...**

Le capitalisme conduit à la catastrophe!

Dans ce numéro:

L'Europe forteresse : contre les migrants et tous les travailleurs

La grève dans les prisons

OTAN: pas d'austérité pour les marchands d'armes !

De Stem van de Arbeiders is in een korte versie ook in het Nederlands verkrijgbaar

Les compagnies pétrolières empoisonnent l'Afrique

Les géants pétroliers européens livrent du carburant toxique aux pays d'Afrique de l'Ouest. Ces carburants dits de « qualité africaine » sont des mélanges d'hydrocarbures et de divers résidus chimiques dangereux. Ce mélange se fait au sortir des raffineries, directement dans les cuves des tankers destinés à l'Afrique. Dépassant jusqu'à 500 fois les normes de pollution européennes, ils empoisonnent l'air des villes africaines et rendent malades les populations.

Total, Shell ainsi que des sociétés européennes de courtage comme Glencore ou Trafigura exportent consciemment ce carburant toxique. Ces sociétés tirent d'énormes profits en vendant leurs résidus chimiques au prix du carburant. Certaines ont même fait pression sur des pays comme le Nigeria pour qu'il ne durcisse pas ses normes de qualité sur l'essence et le diesel. Ce comportement est criminel, mais pour ces sociétés, cela ne les gêne guère tant que leurs profits rentrent... et que cela ne se sache pas.

Quel sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

L'hécatombe aux frontières fermées de l'Europe

Le nombre de personnes tentant la traversée de la Méditerranée a diminué de 80% par rapport à 2016. Mais le nombre des victimes a augmenté. 1 400 personnes ont trouvé la mort par noyade en six mois ! Une personne sur 19 meurt aujourd'hui en tentant d'atteindre l'Europe !



C'est la conséquence de la politique des pays européens qui empêchent dorénavant les navires humanitaires de s'approcher de la côte libyenne pour sauver des vies !

Les inégalités se creusent

Le nombre de riches ne cesse d'augmenter. Il y a 10% de millionnaires de plus en 2017 qu'en 2016 d'après l'étude annuelle de Capgemini.

Il y a ainsi plus de 18 millions de millionnaires dans le monde dont 122 600 en Belgique. Leur fortune est également en augmentation pour représenter 70 billions de dollars.

L'humanité s'enfonce dans la catastrophe parce qu'il y en a, à qui ça profite !

Pour nous contacter:

Ecrire à BP 62 5100 Jambes, sans autre mention

à contact@lutte-ouvriere.be,

ou par téléphone au 0479-44.81.52.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

et sur facebook:

LutteOuvrière.Arbeidersstrijd

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

L'Europe forteresse condamne les migrants et tous les travailleurs

Les dirigeants de l'Union européenne ont laborieusement accouché d'un accord sur ce qu'ils appellent la crise migratoire. Il confirme tous les dispositifs qui font la honte de cette Europe des riches. L'accord veut continuer à confiner les migrants dans les pays les plus pauvres du globe et criminalise toujours plus les femmes, les enfants et les hommes fuyant la misère et la guerre.

Les composantes d'extrême droite des gouvernements européens sortent triomphantes de ce sommet.

Quant à ceux qui, comme Macron ou Michel, se prétendent gardiens d'un idéal européen, ils sont méprisables à force d'hypocrisie. De fait, ils défendent le même rejet des migrants.

Ainsi, le premier souci de Michel au lendemain du sommet était d'affirmer que la Belgique ne s'était engagée à reprendre aucun migrant. Quant aux navires transportant des migrants sauvés par les ONG, il avait déclaré, cynique, que la Belgique n'était pas concernée, vu qu'elle n'avait pas de port sur la Méditerranée. Autrement dit : l'Italie n'a qu'à se débrouiller seule.

Avec Macron, Michel et Francken accusent ces ONG humanitaires de faire le jeu des passeurs en prenant en charge les rescapés. Mais ce qui fait le jeu des trafiquants de vies humaines, c'est la politique des pays riches qui cadennassent leurs frontières et transforment en crime le fait de fuir la misère et la guerre !

Il n'y a pas de « crise des migrants » en Europe mais une crise politique. Ce n'est pas par manque de moyens que la riche Europe se refuse à offrir un accueil digne aux migrants, dont le nombre d'arrivées a diminué depuis 2015. Les mesures antimigrants sont simplement le seul argument politique de nombreux gouvernements. Salvini, nouveau ministre de l'Intérieur italien et dirigeant d'un parti d'extrême droite, en est l'illustration. Il présente sa politique toujours plus dure contre les migrants comme le moyen d'assurer une vie meilleure aux Italiens. Dans le même temps, il explique que la lutte contre la précarité, dont son gouvernement prétendait faire une priorité, ne doit pas être une menace pour les entrepreneurs. Un message que les patrons italiens reçoivent cinq sur cinq et dont les travailleurs ont eux aussi intérêt à tirer les leçons !

Car c'est au nom du chômage et du recul des conditions de vie et de travail dans les pays d'Europe que les politiciens de tout bord justifient la chasse aux migrants.

C'est au nom des intérêts des pauvres d'ici qu'ils justifient le rejet de plus pauvres venus d'ailleurs. Les politiciens responsables des mesures qui appauvrissent depuis des décennies les travailleurs prétendent ainsi les protéger avec ces mesures abjectes !

Mais transformer l'Europe en forteresse interdite aux migrants ne protégera aucun travailleur du chômage et de la précarité. Le rejet des migrants ne mettra aucune famille populaire à l'abri des fins de mois impossibles à boucler. Cette aggravation de nos conditions de vie, ici, dans les pays les plus riches de la planète, est le résultat de la guerre sociale que les gouvernements successifs nous mènent, pour que la bourgeoisie maintienne et augmente ses profits.

Les profits sont mirobolants et les chiffres d'affaires des grands groupes à la hausse. Oui, les actionnaires des grands groupes, les propriétaires des capitaux, se gavent comme jamais. Mais leur économie reste en crise et les investissements productifs n'ont même pas retrouvé le niveau précédant l'effondrement de 2008. Les conséquences, ce sont les travailleurs qui les paient, par la suppression des quelques droits acquis auparavant dans les pays les plus riches et par l'aggravation de l'exploitation partout.

Le capitalisme en crise plonge toute la société dans le chaos. La guerre économique que se livrent les grands groupes capitalistes dans l'arène mondiale condamne les trois quarts de l'humanité à la misère. Même ici, dans un des pays les plus riches, les travailleurs font face à l'écroulement de leur niveau de vie.

Dans plusieurs régions du monde, la guerre économique se transforme en guerre tout court. Les grandes puissances interviennent directement ou par bandes armées interposées, pour maintenir leur domination et protéger les intérêts de leurs capitalistes.

Oui, toute la société va mal. L'odyssée des migrants est un aspect dramatique de la catastrophe sociale qui menace tous les travailleurs.

Alors, ne nous trompons pas d'ennemis, refusons de nous laisser diviser entre pauvres ! Exploités confrontés aux bombes et à la misère et poussés sur les routes de l'exil, ou exploités nés ou installés depuis longtemps dans les pays riches, nous avons les mêmes intérêts. Nous avons une même lutte à engager contre la domination de la minorité capitaliste qui pousse toute la société vers l'abîme.

Carrefour : la prépension, c'est bien du chômage !

Fin juin, patron et syndicats ont annoncé un accord dans le cadre de la restructuration chez Carrefour. Au lieu de 1 233 licenciements « secs », il n'y en aurait plus que 950, annonçaient-ils. Et sur ces 950, 500 pourraient partir en « prépension ».

Et comme à leur habitude, les directions syndicales appellent les travailleurs à accepter ces suppressions d'emplois qui signifient le chômage pour les uns, la surcharge de travail pour les autres, et moins d'emplois pour les jeunes. On a pu éviter 750 licenciements « secs », martèlent-ils.

Cette mesure ne plaît pas à la N-VA qui appelle le ministre de l'emploi à ne pas accorder la dispense nécessaire pour inclure les employés à partir de 56 ans. Et Kris Peeters d'insister qu'il ne s'agit pas de prépensionnés, mais de « chômeurs avec supplément de l'entreprise » qui sont obligés de chercher et d'accepter du travail et peuvent être sanctionnés, s'ils n'acceptent pas un emploi proposé.

Sanctions que le ministre de l'emploi flamand De Muyters (N-



VA) promet d'ailleurs d'appliquer.

Que la N-VA soit toujours prête à taper sur les travailleurs, surtout quand ils ont perdu leur travail, n'étonnera personne. Mais la « prépension », c'était pendant longtemps le petit bonbon que les syndicats pouvaient tendre aux travailleurs pour leur faire accepter les suppressions d'emplois.

Le bonbon a été supprimé et il ne reste plus que la pillule amère du chômage. On ne peut pas l'avaler.

Alors, il faut se battre tous ensemble contre ce système injuste et inhumain, en commençant par imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire !

Carrefour Market : les travailleurs refusent le plan de la direction

Début juin, les travailleurs de Carrefour Market, propriété du groupe Mestdagh, ont appris le plan de restructuration de leur patron : baisse du nombre d'heures allouées à chaque magasin, à compenser par la polyvalence et une hausse des cadences, suppression du quart d'heure de pause payé... en plus de 340 emplois supprimés.

Depuis lors, ils ont déjà fait grève plusieurs jours. Beaucoup ont compris que le rapport de force ne va pas surgir d'une discussion avec les représentants des actionnaires, mais bien par leur grève ! Il faut espérer le soutien de toute la population.

Echos des entreprises

Calcul de patron

La direction serait d'accord de payer 20 € par jour de chômage, au lieu de 13. Bref, elle a ajouté le prix des chèques repas qu'elle économise les jours de chômage. Coût : zéro.

Calcul d'ouvrier

En 2017, le groupe VW a réalisé un profit record de 11,4 milliards d'euros. Payer un salaire brut – cotisations sociales comprises – de 4 000 euros/mois à 3 000 travailleurs (sous-traitants et intérimaires compris) pour lesquels il n'y a pas de travail pendant 4 mois, représente 0,42% de ce bénéfice. Pas de quoi mettre un actionnaire sur la paille.

Et ce serait d'autant plus juste que, contrairement aux actionnaires, nous avons contribué à réaliser ces profits !

Pour le lancement du nouveau modèle électrique, Audi impose plusieurs semaines de chômage aux travailleurs. Quelques extraits de notre bulletin d'entreprise :

Les indemnités de chômage économique : pour le travailleur ou pour le patron ?

Près de 40 000 chômeurs ont perdu leurs droits aux allocations ces dernières années. Des dizaines de milliers de jeunes se retrouvent sans rien, d'innombrables femmes ont vu leurs allocations fondre comme neige au soleil alors qu'elles avaient cotisé lorsqu'elles travaillaient...

Pour justifier ces économies les gouvernement disent et répètent que les chômeurs coûtent trop cher.

Mais lorsqu'il s'agit de faire payer le chômage économique par la Sécurité sociale à la place d'Audi qui a pourtant de quoi continuer à payer les salaires, cela ne dérange pas les ministres de l'austérité.

2600 horaires

Comment va-t-on travailler en septembre ? La direction semble avoir autant de réponses (ou plutôt : non-réponses) à cette question qu'il y a de travailleurs : 3 semaines de chômage, 2 semaines de travail ; 1 semaine sur 2 ; « on vous prévient en fonction de la production »...

Il y a deux ans, la direction disait vouloir individualiser les horaires. Elle promettait alors que ce serait pour le plus grand bien de chaque travailleur et en fonction de ses besoins individuels. Aujourd'hui, elle l'applique... en fonction de la production et pour le plus grand bien des actionnaires.

Face à la discrimination, les contractuels de la fonction publique wallonne ne veulent pas se laisser diviser

Début mai, un mail des organisations syndicales révélait aux travailleurs de la fonction publique wallonne un projet du gouvernement wallon de titulariser comme fonctionnaires une partie des 10 000 contractuels employés dans l'administration et les Organismes d'Intérêt Public (OIP).

Ce projet n'a pas été accueilli comme une bonne nouvelle. Au contraire, il a créé un émoi et une indignation largement partagée : en effet, le projet gouvernemental refusait cette titularisation aux agents contractuels recrutés avant 2004, c'est-à-dire les collègues les plus anciens.

Pour justifier cette décision, les ministres et leurs représentants ont utilisé différents arguments. Officiellement, ils mettent en avant « l'insécurité juridique » d'une titularisation de ces contractuels dont les conditions d'embauche ne respectent pas les prescrits du Code de la fonction publique... entré en vigueur fin 2003. En privé et par mail, les membres des Cabinets ministériels n'hésitent pas à ajouter « ... et puis ce serait légitimer la pratique des emplois obtenus grâce à un appui politique durant la période des années '90 ».

Des responsables syndicaux eux-

mêmes vont jusqu'à utiliser cet argument pour faire taire la contestation qui monte. En fait, ces dirigeants syndicaux veulent avaliser ce projet au nom de la défense de l'emploi statutaire. Ils sur-vendent donc le projet en affirmant que « 80% des contractuels sont sauvés », ce qui est en réalité très loin d'être acquis.

Car les représentants du gouvernement wallon gardent la main sur la titularisation de milliers d'agents dont la situation sera examinée « au cas par cas » pour vérifier que leur engagement comme contractuel a bien respecté certaines conditions, comme le fait que l'emploi ait fait l'objet d'une annonce publique ou qu'il y ait eu « mise en concurrence » entre différents candidats.

Les organisations syndicales incitent dès à présent les contractuels à entreprendre individuellement les démarches pour apporter la preuve du respect des conditions dans leur cas, tandis que les « avant 2004 » sont priés sans aménité de se taire « pour ne pas faire capoter l'affaire ».

Mais de nombreux contractuels sont décidés à ne pas se taire, et pas seulement ceux qui sont le plus visiblement exclus par la mesure. Les discussions entre collègues ont abouti à l'initiative d'une pétition qui résume leur opinion et leurs revendications.

« Les agents ne peuvent être tenus responsables du mode de recrutement choisi par le gouvernement lui-même ». « Nous, agents statutaires et contractuels, demandons au Gouvernement d'accorder la reconnaissance du statut de fonctionnaire à tous les agents sans discrimination, quel que soit la date de leur entrée en service et le mode de sélection ».

L'idée de réclamer une titularisation sans passer par les procédures de sélection et d'exams, particulièrement bureaucratiques, simplement « parce qu'on fait le travail depuis 20 ans et que c'est le meilleur des exams » est accueillie avec fierté par nombre de contractuels. Comme le fait de répondre du tac au tac au reproche de la politisation des recrutements : « et qu'étions-nous censé faire pour trouver du travail ? ». Il est de fait de notoriété publique que l'administration renvoyait les candidats vers des politiciens qui s'étaient partagés les quotas d'emplois publics à pourvoir au prorata des rapports de force électoraux.

Pour faire connaître la pétition, les travailleurs n'ont donc pas pu compter sur les organisations syndicales. Alors ils ont fait le tour de leur carnet d'adresse professionnel et personnel. Certains ont aussi distribué la pétition devant d'autres administrations dont les agents étaient aussi concernés.

Le 22 juin, les collègues à l'initiative de la pétition ont organisé une conférence de presse pour annoncer qu'elle allait être expédiée à la ministre de la Fonction publique, accompagnée de plus de 1 400 signatures. Dans l'esprit de nombreux travailleurs, il s'agit d'un moyen de faire connaître leur initiative et de s'adresser aux autres collègues.

« Ce n'est pas fini » disent-ils, fiers de leur action et conscients de la nécessité de prendre leur sort entre leurs propres mains.

Ryanair : la grève est dans l'air

Alors que la direction de Ryanair veut imposer le droit social irlandais, moins favorable, à l'ensemble de ses employés européens, les syndicats du personnel de cabine de 4 pays (Espagne, Portugal, Italie, Belgique) ont déposé un préavis de grève commun pour les 25 et 26 juillet. Les organisations syndicales réclament le respect du droit social de chaque pays, l'égalité de traitement entre le personnel sous contrat Ryanair et celui embauché par les sous-traitants Crewlink et Workforce ainsi que la reconnaissance des organisations syndicales.

Les travailleurs de Ryanair auront 100 fois raison de participer à cette grève pour montrer au patron qu'ils n'acceptent plus la flexibilité sans limite qu'il leur impose.



Lors d'une grève des pilotes irlandais

Modifier le droit à l'avortement ... pour ne rien changer

Le droit à l'avortement est en discussion au Parlement. Les associations de femmes et les praticiens demandent la sortie de l'IVG du code pénal. En effet l'avortement est partiellement autorisé depuis 1990 mais il est toujours soumis à la loi pénale. Les associations demandent aussi la prolongation du délai autorisé à 18 semaines ainsi que de meilleures conditions d'accès à l'avortement et la suppression du délai de réflexion (les femmes réfléchissent avant de prendre une décision, pas besoin de leur imposer un délai pour ça !).

La majorité s'est mise d'accord

sur une proposition de loi prévoyant la sortie de l'IVG du code pénal... mais qui conserve les sanctions pénales prévues à l'encontre des femmes et des médecins (prison et amendes) si l'IVG a lieu hors du cadre légal, c'est-à-dire dépassé le délai de 12 semaines. Le délai de réflexion aux femmes est également maintenu qui les laisse exposées aux pressions de leur entourage et de toute la société.

Et puis, changer la loi, ne coûte pas grande chose au gouvernement. Mais pour garantir les droits des femmes, il faut un accès à la santé et à l'avortement dans de bonnes

conditions. Un accès qui recule au rythme des économies des gouvernements successifs.

Autant dire qu'il n'y a pas de réelle amélioration pour les femmes, ni dans les faits, ni pour ce qui est du contenu paternaliste de la loi qui nie aux femmes leur capacité de décider pour elles-mêmes.



Ministre de la santé... des profits capitalistes



Les malades de longue durée sont harcelés par les médecins conseil, les patients fibromyalgiques laissés sans séances de kiné, les hôpitaux suppriment des lits et dans certains cas, baissent les salaires de leur personnel... Les

restrictions budgétaires dans la santé font des ravages. Mais pas pour tout le monde.

Selon une enquête du journal De Standaard, 23% des dépenses en médicaments payés par l'Inami concernent aujourd'hui des médicaments dont le prix a été déterminé dans un contrat secret entre le ministre de la santé et les entreprises pharmaceutiques. Cela concerne surtout des nouveaux traitements, souvent très chers.

Or, dans ces négociations derrière des portes closes et dont personne ne connaît les montants, les groupes pharmaceutiques ont beaucoup de moyens de pression pour imposer des prix qui n'ont plus rien à voir avec leur coût réel. Résultat : malgré toutes les restrictions, les dépenses de l'Inami augmentent... tout comme les profits de la plupart des grands groupes pharmaceutiques.

Le profit capitaliste nuit gravement à la santé. Pour soigner les malades et non les profits, il faut arracher la recherche et la production de médicaments aux capitalistes !

Moins de chômage ?

C'est la petite musique répétée en boucle par les gouvernements et le patronat : le chômage serait en diminution, au point que certains métiers seraient en manque de personnel.

Sur le site du Service Public Fédéral « Emploi, Travail et Concertation sociale » on trouve une autre statistique, beaucoup plus confidentielle: le nombre d'emplois vacants par 1 000 chômeurs. On y apprend qu'en 2012, 110 emplois s'offraient à l'embauche pour 1 000 chômeurs, ce qui était déjà catastrophique. Ce ne sont plus que 88 emplois aujourd'hui.

Malgré toutes les aides à l'emploi distribuées au patronat et tous les efforts qu'on impose aux chômeurs, 912 travailleurs sur 1 000 restent sur le carreau. Pour que tout le monde ait un emploi et un salaire correct, il faut imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire !

Assurance-autonomie : Un prétexte pour faire payer la population

Une taxe de 36 euros par an et par personne sera imposée à tous les habitants de Wallonie pour financer les services de soins à domicile des personnes âgées et dépendantes. Les ministres du gouvernement wallon ont apparemment appris par coeur leurs répliques pour se justifier : « ceci n'est pas une taxe », « cela va créer 2 000 emplois », etc.

Oui, les personnes âgées et leurs familles ont besoin d'aide. Mais si le gouvernement wallon se souciait vraiment de leur garantir cela, il n'aurait pas laissé les communes supprimer les postes d'aide familiale, d'assistant social, etc, au profit de milliards d'euros consacrés à Dexia.

On ne demande pas l'aumône !

Le ministre wallon de l'Economie Pierre Yves Jeholet (MR) veut imposer une diminution de 7% du budget des points APE d'ici 2021. Ce système de subsides finance les emplois dans de nombreux secteurs tels que les crèches, les maisons de repos, les écoles, les associations culturelles et sportives mais aussi les communes, les provinces, etc. Les organisations syndicales et les fédérations d'employeurs de ces secteurs estiment que cette décision provoquera la disparition de milliers d'emplois.

Au fil de la crise du capitalisme et des difficultés budgétaires des gouvernements, les emplois dans ces secteurs ont été remplacés par des emplois subsidiés, et à présent les ministres remplacent les emplois subsidiés par des licenciements.

Oui, il faut exiger le maintien des points APE, mais pour éviter d'être toujours sur la défensive, pour faire payer ceux qui en ont les moyens, les millionnaires et milliardaires, il faudra des luttes d'une ampleur bien plus importante, une lutte générale.

Des cacahouètes pour le logement social

Le gouvernement wallon annonce en grande pompe le déblocage de 240 millions d'euros en 3 ans pour la construction ou la rénovation de 5 758 logements sociaux.

Il pourrait aussi bien jeter des cacahouètes aux 40 000 familles en attente d'un logement social. Le droit fondamental de tous à un logement correct et une vie digne, ne fait décidément pas partie des priorités des gouvernements.



Dans le monde

Autriche : le vrai visage de l'extrême droite

Le 29 juin, il y a eu entre 80 000 et 100 000 manifestants à Vienne, en Autriche. Ils protestaient contre la décision du gouvernement autrichien – une coalition de droite et d'extrême droite – d'autoriser la prolongation de la journée de travail jusqu'à 12 heures et la semaine jusqu'à 60 heures.

Pendant la campagne électorale, ces partis se présentaient en défenseurs des petites gens... contre les migrants. Aujourd'hui, on voit ce qu'il en est réellement: l'ensemble du monde du travail est attaqué par ce gouvernement au service des capitalistes!



Manifestants à Vienne: "la journée de 12 heures, vous êtes fous?"

Russie : les jeux... mais sans le pain

Medvedev, le premier ministre russe, a annoncé il y a quelques jours, une « réforme » des retraites qui constitue une attaque en règle contre les travailleurs de ce pays.

La retraite moyenne n'y est que de 180 euros, ce qui contraint 15 millions de retraités à continuer à travailler pour survivre. Alors que depuis des décennies, les hommes pouvaient partir à la retraite à 60 ans et les femmes à 55, dans les dix à quinze années à venir, l'âge officiel de départ va passer respectivement à 65 et 63 ans, et les cotisations vont augmenter de 20 %.

Cela signifierait, vu l'espérance de vie actuelle, que près d'un homme sur deux et une femme sur quatre n'atteindraient même plus l'âge de toucher leur pension ! Ce n'est pas pour rien que Poutine n'a pas osé annoncer cette mesure en personne....

Comme le titrait avec humour un journaliste russe, « pendant les jeux on reprend le pain ». Mais pas sûr que le mondial de foot suffise à faire diversion.

Fiat, Italie : les travailleurs en colère

Le transfert du joueur portugais Ronaldo à la Juventus de Turin fait des vagues en Italie. Un syndicat de l'usine Fiat Chrysler de Melfi a collé des affiches dénonçant les sommes astronomiques dépensées par la famille Agnelli, qui possède 30 % de Fiat Chrysler et 75 % de la Juventus. Ce serait 100 millions d'euros pour le transfert de Ronaldo et 30 millions d'euros de salaires annuels pendant quatre saisons.

Dans le même temps Fiat licencie, bloque les salaires et impose le chômage partiel partout dans ses usines.

Ce sera peut-être une bonne affaire pour Fiat et surtout pour Ronaldo, qui pourrait en s'installant en Italie ne payer qu'un impôt forfaitaire de 100 000 euros par an comme le prévoit une récente loi en Italie. Mais ce seront les travailleurs italiens qui payeront la note, supporters de foot ou pas. La réponse des travailleurs était à la hauteur : ils ont fait grève ! Pas contre Ronaldo, mais contre la famille Agnelli.

La sortie du nucléaire est sous contrôle...

Pour « gérer la sortie du nucléaire en 2025 », le gouvernement Michel vient de créer le Comité fédéral énergie. Ce comité sera placé de fait au-dessus de la Creg, organisme fédéral pour la régulation de l'énergie électrique, de Elia, le gestionnaire du réseau de transport et de la Commission nationale énergie-climat, chargée des recommandations pour diminuer les gaz à effets de serre. La composition de ce Comité fédéral énergie est révélatrice : la FEB et les autres fédérations patronales y détiendront la moitié des 8 postes à pourvoir. Ils pourront mieux y défendre leur volonté de maintenir une partie des centrales nucléaires au-delà de 2025.

... de la loi du profit

De nouveaux problèmes techniques sont apparus dans les centrales nucléaires belges. A Doel et à Tihange, le béton des bâtiments a été endommagé par les dégagements de vapeur des soupapes de sécurité du circuit qui alimente les turbines. Des dommages aggravés par « le manque d'entretien et de réparation » selon l'Agence pour la sécurité nucléaire (AFCN).

Lors des travaux de réfection actuellement en cours, d'autres problèmes ont été découverts à Tihange : les ferraillages d'origine du béton armé ont été mal réalisés, et l'AFCN reconnaît que les bâtiments ne présentent pas les caractéristiques de résistance et de sécurité prévues sur papier. Quant aux plans représentant l'ouvrage tel qu'il a été effectué, ils sont introuvables ou n'ont jamais existé!

Résumons : Electrabel, qui a versé en 2017 1,6 milliards € de dividende à sa maison mère Engie plutôt que de constituer des fonds nécessaires au démantèlement de ses centrales, retarde les entretiens jusqu'à ce que des morceaux de béton tombent des murs...

Ces centrales de 40 ans d'âge révèlent de plus en plus de défauts de construction et c'est le patronat qui a la main pour prolonger l'exploitation de ces antiquités au-delà de 2025.



A la pompe



Le prix de l'essence et surtout du diesel sont à nouveau en train de grimper. Pour l'essence, l'augmentation est de près de 25% en trois ans, quant au diesel, il a monté de 50%. Alors, en faisant le plein, on se dit que ça coûte cher d'aller travailler et qu'il serait vraiment temps pour une augmentation de salaire.

Il y a de quoi péter les plombs !

L'électricité est coupée pour plus de 7 000 ménages chaque année, en Wallonie. 5 000 coupures ont été effectuées après le refus ou l'impossibilité de placement d'un compteur à budget qui fonctionne avec une carte prépayée. En 2016, 115 000 ménages wallons et 41 000 ménages flamands étaient obligés de se débrouiller avec cette restriction d'accès à l'électricité dont le nombre a explosé depuis 2010.

Les producteurs d'électricité peuvent accumuler des milliards de profit, mais l'accès à l'électricité n'est pas garanti à tous !



Se chauffer, s'éclairer ? Il faut d'abord payer!

L'eau c'est la vie... si on a les moyens

En 2016, suite à des factures impayées, plus de 2000 familles en Wallonie se sont vues imposer un limiteur de débit d'eau. Cela signifie que leur compteur d'eau est bridé à 50 litres par heure. Cela empêche de prendre une douche, d'utiliser une machine à laver... autant de mesures qui rendent la vie impossible et n'aident pas à payer ses factures !

Depuis un jugement en 2013, il est interdit de couper l'eau aux ménages qui ne peuvent pas payer leurs factures. En 2015, le gouvernement wallon qui ne ratait pas une occasion d'accuser les gouvernements flamand et fédéral d'être anti-social, a trouvé la parade avec ces compteurs à limiteur d'eau pour donner satisfaction aux sociétés de distribution et aux propriétaires !

OTAN : Pas d'austérité pour les marchands d'armes

Comme à son habitude, Trump a fait son cinéma au sommet de l'Otan, s'en prenant particulièrement à la chancellerie allemande. Allait-il claquer la porte ou non? Mais finalement, cette ambiance de crise dans un bac à sable (militaire) a aidé les dirigeants des autres pays membres à justifier ce qu'ils avaient déjà décidé de faire : s'engager à augmenter leurs budgets militaires. A titre d'exemple, depuis 2015 et l'engagement pris lors de la visite d'Obama, la Belgique a déjà augmenté ses dépenses militaires de 21%.

En outre, les Etats membres de l'OTAN mettent en place une force d'intervention rapide de 25.000 soldats destinée à repousser une éventuelle attaque de la Russie. Pour l'équiper, les marchands d'armes se lèchent déjà les babines.

Pendant que les actionnaires des entreprises productrices d'armes peuvent remplir leurs coffres, on nous explique qu'il n'y a pas d'argent pour les pensions, les écoles ou les hôpitaux.

Mais cela montre surtout une chose : que leur société n'a pas d'avenir...

autre que la guerre ! Et que l'avenir c'est une société débarrassée des marchands d'armes et de tous les exploiters : le communisme.

Les canons au service de la Paix et des droits de l'Homme?



Ils protègent l'environnement ou les profits des constructeurs d'automobiles?

Depuis qu'on sait que les voitures diesel sont loin d'être aussi propres que ce que prétendaient les constructeurs qui ont triché sur les tests, les mesures anti-diesel se multiplient. Le gouvernement fédéral augmente les accises sur le diesel, Bruxelles annonce son interdiction progressive d'ici 2030. Mais tous sont fiers d'aider les constructeurs d'automobiles, y compris ceux qui ont triché pendant des années sur le diesel : 130 millions pour Audi de la part du gouvernement bruxellois.

Pour les travailleurs qui n'ont pas les moyens de s'acheter une e-tron ou une Tesla, les factures salées de la tricherie patronale s'accumulent.

Ville assiégée

« We had a great time in Brussels » (on a passé des jours formidables à Bruxelles), s'est exclamé Trump après son passage à Bruxelles.

Les navetteurs et les habitants de la capitale veulent bien le croire. L'ambassade américaine était retranchée derrière des barbelés, imposant des grands détours aux piétons et aux cyclistes. Jeudi, à 8h30 du matin, en pleine heure de pointe, l'entrée de Bruxelles était bloquée pour permettre le passage de Trump et compagnie...

Ben oui, nous, on allait seulement travailler. Il ne s'agissait que d'être à l'heure pour faire fonctionner un hôpital, un bureau, un train, une crèche. Alors que ces gens-là sont vraiment importants. Ils ne travaillent pas, ils dépensent des milliards... pour des armes capables de détruire toute l'humanité.

Le progrès par la technique ?

Dans les pays riches d'Europe et d'Amérique, l'argument principal des producteurs de voitures électriques est l'écologie qui promet aux acheteurs une « mobilité durable et responsable ». Hier, les mêmes vantaient les voitures diesel « propres ».

Une des conséquences du développement de la voiture électrique est d'ores et déjà que le cobalt, ingrédient nécessaire pour les batteries, devient une ressource très convoitée. Son prix a quadruplé en deux ans.

Presque la moitié des réserves de cobalt se trouve au Congo. Mais pour la population là-bas, il n'y a ni bénéfices, ni amélioration de leurs conditions de vie. Au contraire : des guerres entre bandes armées, financées par des voies obscures et extrêmement violentes font rage pour le contrôle des mines où le travail des enfants n'est pas rare.

Voilà le visage du capitalisme: des prouesses technologiques en façade, la barbarie la plus abjecte derrière.

Pour sauver l'humanité et sa planète, il faudra surtout se libérer des parasites capitalistes!

La société capitaliste : pour les exploités, une prison dont il faut se libérer

Depuis le 18 juin, les gardiens de prison sont en grève. Sous la pression de la dernière grève en 2016, le gouvernement avait un peu réduit la surpopulation carcérale en facilitant les permissions de sortie et les congés pénitentiaires, allégeant le sort des prisonniers comme celui des gardiens. Mais depuis la fusillade à Liège, le ministre n'a rien trouvé de mieux que de les supprimer ! Rien n'a donc changé : la surcharge de travail ne diminue pas, il y a des milliers de jours de congé en retard, un environnement de travail déprimant et pour couronner le tout, la volonté d'introduire des réquisitions pour le service minimum afin d'affaiblir toute grève. Et le ministre ose invoquer le droit des détenus à un traitement humain !

On ne peut qu'être solidaire des gardiens de prison qui se battent pour améliorer leurs conditions de salariés. Et les travailleurs du public comme du privé sont nombreux à reconnaître dans les témoignages des grévistes leurs propres conditions de travail.

Oui, on est tous face aux mêmes décisions patronales et gouvernementales, face à la même politique qui vise à presser toujours plus chacun de nous. Et il paraît évident à beaucoup de travailleurs qu'il faudrait qu'on s'y mette un jour tous ensemble. Qu'il serait temps de passer des luttes catégorie par catégorie, entreprise par entreprise, à une lutte d'ensemble qui mettrait toute la force de la classe ouvrière dans la balance. La force que représentent tous les travailleurs qui font tourner l'économie : ouvriers d'usine, enseignants, cheminots, personnel de santé, employés,

fonctionnaires, intérimaires, CDI...

Mais alors, les travailleurs ne se limiteront pas à réclamer des conditions un peu plus humaines pour les prisons. Car la prison n'est utile qu'à la classe des riches. Elle est un moyen de la répression contre les pauvres et les exploités.

Certes, parmi les prisonniers, beaucoup se sont rendus coupables de délits et de crimes contre d'autres pauvres comme eux, contre des travailleurs à peine mieux lotis qu'eux. Mais combien de jeunes du milieu ouvrier dérapent dans la délinquance faute d'autres perspectives ? Et combien deviennent vraiment des criminels une fois en prison ? Tous ceux qui connaissent le monde carcéral savent qu'après une incarcération, on sort souvent pire et encore moins bien intégré dans la société.

Et force est de constater que des riches et des puissants, on n'en voit pour ainsi dire jamais en prison. Les riches peuvent priver des milliers de travailleurs de leur salaire parce que cela rapporte plus aux actionnaires. Ils peuvent détruire des régions entières par la pollution ou le chômage. Bref, ils peuvent nuire gravement aux intérêts collectifs sans être inquiétés.

Par contre les syndicalistes qui ont fait un piquet à l'entrée du port d'Anvers parce qu'ils refusent la réforme des pensions qui laissera des gens dans la misère après une vie de travail, risquent aujourd'hui une condamnation et même la prison ! Les travailleurs qui, en défendant leurs emplois ont cassé une vitre, peuvent être condamnés, mais les patrons qui ont cassé Caterpillar, ArcelorMittal, Boël, Opel, Ford... ils ne

risquent rien.

Le chômage massif dont ils sont responsables et qui laisse tant de jeunes sans perspective, est un facteur déterminant qui remplit les prisons. En 1980 il y avait 5 176 prisonniers, on en compte aujourd'hui plus que 12 000. D'ailleurs, combien de gardiens de prison font ce travail parce que c'est le seul débouché, ou parce que leur emploi antérieur a été supprimé ? Rares sont ceux dont le rêve d'enfance était de se trouver enfermés en prison 8 heures par jour...

On le voit partout : avec la crise économique qui s'aggrave, ce sont des barbelés qui se dressent. Celles des frontières, celles des prisons et celles des camps de plus en plus inhumains. Les gouvernements, toujours aux petits soins pour les capitalistes, enferment des enfants parce qu'ils n'ont pas la bonne nationalité ! Ici en Belgique, on construit un centre pour y enfermer des enfants avec leurs familles en vue de les expulser.

Et ces gouvernements se moquent tout autant du sort des gardiens de prison qu'ils chargent de surveiller ceux qui n'arrivent pas à supporter leur sort d'exploité ou d'exclu.

Les travailleurs ont mieux à proposer à l'humanité que cette barbarie du capitalisme. Ensemble, ils ont la force d'enlever le pouvoir à la classe capitaliste et de mettre les moyens incommensurables de notre époque au service de l'humanité. Et le jour où la peur du lendemain aura disparu avec l'exploitation et où tous les enfants iront à l'école le ventre plein, qui aura encore besoin de prisons ?

Face aux attaques patronales et gouvernementales, les travailleurs ont leurs propres exigences à défendre !

Au lendemain de la manifestation réussie du 16 mai pour les pensions, les directions syndicales sont revenues aux négociations traditionnelles avec le patronat. La manifestation aurait pu être le début d'une mobilisation, au lieu de ça, les dirigeants syndicaux discutent avec le patronat des critères de pénibilité censés fixer quels métiers auront le droit de prendre leur pension moins tard. Mais accepter de discuter des conditions de la réforme des pensions, c'est déjà en accepter le principe !

Pourtant, cette « réforme » n'a rien d'acceptable. Le ministre des pensions ne ménage pas sa salive pour nous expliquer que cette réforme devrait sauver nos pensions, menacées par le vieillissement de la population. Ce serait même un progrès social !

Devoir travailler plus longtemps pour une pension rabotée, c'est bien sûr le contraire du progrès social ! Et ce n'est nullement le vieillissement de la population qui menace les pensions. Les progrès techniques ont augmenté l'espérance de vie ? Tant mieux ! Le même progrès technologique permet aussi aux travailleurs de produire beaucoup plus de richesses en moins de temps. Le problème est que cet important gain de productivité est quasi totalement accaparé par la classe capitaliste. Au lieu de permettre l'augmentation des salaires et des pensions, ces gains de productivité se transforment en profits, dividendes et grandes fortunes qui alimentent la spéculation et finissent en krachs boursiers.

C'est se battre pour des pensions et des salaires corrects qui

va dans le sens du progrès social !

Les dirigeants syndicaux nous expliquent que sans leur présence à la table des négociations, la réforme de la pension à points serait déjà passée. Pour eux, l'enjeu est de garder leur place à la table des négociations, pas de créer un véritable rapport de forces, seul capable de faire reculer patrons et gouvernements.

C'est vrai que le gouvernement Michel, en annonçant dès le début le recul de l'âge de la pension à 67 ans, avait signalé aux appareils syndicaux qu'il était prêt à décider sans eux. Mais de fait, c'est ce qu'il a fait depuis, chaque fois que la « concertation sociale » n'amenait pas le résultat qu'espérait le patronat ! C'était notamment le cas pour la loi Peeters qui a mis fin de fait à la semaine des 38 heures.

Et c'est aussi la seule issue possible des négociations actuelles : soit les syndicats cèdent au camp patronal, soit le gouvernement tranchera dans le sens patronal ! Et même si les « métiers pénibles » permettent à certaines catégories de travailleurs de partir moins tard à la retraite, avec des pensions de misère, ils risquent de devoir accepter des jobs précaires bien au-delà de l'âge de la retraite pour pouvoir survivre ! C'est le cas déjà de nombreux retraités en Allemagne où la pension à points a été introduite par le gouvernement Schröder au début des années 2000.

Il est vain de croire qu'on pourrait convaincre le camp patronal. Pour maintenir ses profits dans ce contexte de stagnation économique, voire de récession, le patronat prend chez les tra-

vailleurs, intensifie l'exploitation.

Dans les entreprises, les patrons le font en licenciant, en augmentant la charge de travail de ceux qui restent et en baissant les salaires. Le gouvernement se charge de leur transférer nos pensions, l'argent public qui servait aux écoles, aux services sociaux...

Oui, le camp patronal nous mène une véritable guerre de classe et c'est leurs profits OU nos salaires ! Les directions syndicales peuvent peut-être se contenter de palabrer avec des patrons qui ne céderont rien, mais pour les travailleurs et les militants dans les entreprises comme dans les services publics, il s'agit de se préparer à sauver leur peau, sauver leurs salaires et leurs emplois !

Face au programme de la classe capitaliste « les profits maximum et après nous le déluge », les travailleurs sont en droit de poser leurs propres exigences, leur propre programme : chacun doit avoir un salaire et une pension qui permettent de vivre correctement. C'est nous qui avons produit les profits qu'accapare la classe capitaliste, ils doivent servir à garantir un travail, un salaire et une pension corrects à chaque travailleur ! Ce n'est pas à nous de nous écraser !

C'est en avançant avec la fierté de la classe qui produit tout et qui peut tout, qui est nombreuse partout dans le monde et à l'origine de toutes les richesses, que les travailleurs ne seront pas seulement capables d'imposer des reculs à la classe capitaliste, mais même de faire table rase de leur vieux monde pourri !

Guerre commerciale : les effets catastrophiques de la crise du capitalisme

Il ne se passe pas de semaine, voire de jour, sans que la guerre commerciale enclenchée par le président des États-Unis, Donald Trump, prenne un nouvel élan et tende à se généraliser au niveau des plus grands États capitalistes de la planète. À tel point que des organismes économiques officiels se sont sentis obligés de tenter d'en mesurer l'impact. Mais il s'agit d'une mission impossible, tant les conséquences en cascade peuvent s'enclencher, dans un monde capitaliste en crise depuis des décennies, ayant accumulé les expédients et les mines à retardement qui risquent d'exploser à tout moment.

Certes, il y a à l'évidence un aspect politique à la guerre commerciale enclenchée par Trump, qui vise des résultats à très court terme : les échéances électorales de mi-mandat du mois de novembre prochain où, sous le slogan « America first » (l'Amérique d'abord), Trump espère rallier le maximum de voix avec ses discours nationalistes. Mais les mesures de l'administration américaine sont déjà effectives. À la taxation de 25 % des importations chinoises d'une valeur de 34 milliards de dollars, la Chine a répondu par des mesures similaires sur les produits américains. Et du coup Trump parle d'étendre la taxation à 450 milliards de produits chinois importés.

Cette guerre commerciale ne concerne pas que la Chine, mais aussi les voisins les plus directs des USA, le Canada et le Mexique, pourtant liés en théorie par un accord commercial interdisant de telles pratiques de droits de douane. Et elle touche l'Europe, à l'origine sur l'acier, mais risquant de s'étendre à l'industrie automobile et à bien d'autres secteurs.

En quelques semaines, cette guerre commerciale est devenue un des faits majeurs de l'économie mondiale. Le quotidien économique français Les Échos titrait il y a quelques jours : « Les conséquences d'une guerre commerciale mondiale ». Divers organismes économiques officiels dans le monde envisagent dans ces conditions la possibilité d'un recul important de la production mondiale. D'après eux, il serait comparable à celui consécutif à la crise de 2008-2009, où des dizaines de millions d'emplois avaient été supprimés en quelques mois dans tous les pays.

Un repli des économies derrière leurs frontières nationales serait catastrophique pour l'économie mondiale car aujourd'hui, comme jamais dans l'histoire du capitalisme, les économies sont totalement interdépendantes. C'est toute la production mondiale

dans tous ses aspects qui voit les composants traverser, cinq, dix, vingt fois ou plus les frontières avant d'être mis sur le marché. L'interdépendance de toute l'économie mondiale est aujourd'hui sans commune mesure avec ce qui existait au moment de la grande crise de 1929, dont le monde ne s'est sorti que vingt-cinq ans plus tard, en passant par des dictatures et une guerre mondiale.

Les conséquences d'un repli national seraient aujourd'hui autrement plus catastrophiques, pour les capitalistes américains eux-mêmes. D'ailleurs le gouvernement chinois a fait savoir que, sur les 34 milliards de produits chinois soumis à taxation aux USA, environ 20 milliards sont fabriqués par des entreprises à capitaux étrangers, au premier rang desquelles se trouvent les grandes entreprises américaines, qui supporteraient donc l'essentiel des conséquences de ces taxations. En effet ce sont elles qui font appel en majorité à l'industrie chinoise pour qu'elle leur fournisse toute une partie des composants qui rentrent dans la fabrication de leur production.

Il faut ajouter que les décisions de Trump et des autres chefs d'État sont susceptibles de provoquer une crise financière, dans une économie transformée en casino par la masse des capitaux spéculatifs en circulation.

Aujourd'hui, avec l'aggravation de la crise, la course au profit devient plus âpre, marquée d'un côté par une guerre ouverte et féroce au monde du travail, partout, mais aussi par une concurrence exacerbée entre les différents capitalistes. L'État le plus puissant, les USA, entend faire valoir sur le dos des autres ses prérogatives et les profits de ses propres capitalistes. Au risque d'un effondrement général ?

Oui, comme toujours. Si les capitalistes étaient « raisonnables » et mus par autre chose que la course au profit immédiat, le chacun-pour-soi et le après-moi-le-déluge, ils ne seraient pas des capitalistes. Il est urgent de débarrasser le monde de ce système de fous.



Le protectionnisme prend les formes de n'importe quel pays...

Article extrait du journal français "Lutte Ouvrière"